

Unité départementale des Vosges

Strasbourg, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GREEN VALLEY ENERGIE

route Jean-Charles PELLERIN
88190 Golbey

Références : S-25-452RP

Code AIOT : 0003014073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement GREEN VALLEY ENERGIE implanté route Jean-Charles PELLERIN 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN VALLEY ENERGIE
- route Jean-Charles PELLERIN 88190 Golbey
- Code AIOT : 0003014073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cet établissement exploite une installation de co-incinération qui produit de l'énergie pour l'entreprise voisine Norske Skog Golbey. Il est encadré par les arrêtés préfectoraux du 21 octobre 2021 et 20 décembre 2024

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18) | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Surveillance continue des polluants | Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 11.2.1,1 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Surveillance réglementaire des polluants | Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 11.2.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 4 | Mesures en continu du mercure | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Mesure des dioxines et furanes | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Modalités de surveillance | Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3;2;4 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 6 | Valeurs limites d'émission dans l'air | Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3.2.3.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant finalise les derniers réglages de fonctionnement de son établissement qui devrait être opérationnel en avril 2025.

Les constats ont permis de rappeler les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération, qui s'appliquent à l'installation.

Aussi l'exploitant doit mettre en œuvre les éléments suivants :

- le plan de gestion des fonctionnements autres que normales (OTNOC) ;
- un rendu détaillé des mesures continues notamment les suivi des émissions de poussières, d'actions correctives et d'explication de dépassement ;
- la programmation des surveillances trimestrielles ;
- les mesures continues pour le mercure, dioxines et furanes, PCB type dioxines ;
- la justification des rejets atmosphériques Se, Sn, Zn, Te ;

- la mise à jour de l'assurance qualité QAL 2 et la procédure d'assurance qualité QAL 3.

Étant donné la nouveauté de l'installation, l'absence de connaissance sur les OTNOC de l'exploitation et l'ajustage des équipements, ces éléments appellent des actions correctives sous un délai de un à trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en cours de réalisation de paramétrages nécessaires pour la mise en œuvre de compteurs OTNOC. Aucun plan de gestion des OTNOC n'a pu être présenté par l'exploitant.</p> <p>Étant donné la nouveauté de l'installation, l'absence de connaissance sur les OTNOC de l'exploitation et l'ajustage des équipements, l'inspection considère que cette non conformité peut faire l'objet d'une action corrective dans un délai de 3 mois.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la réalisation d'un plan de gestion des OTNOC à transmettre dans un délai de 3 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Surveillance continues des polluants

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 11.2.1,1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance continues des polluants |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Poussières totales ;• SOx en équivalent SO2 ;• NOx en équivalent NO2 ;• Chlorure d'hydrogène (Hcl) ;• Monoxyde de carbone (CO) ;• Ammoniac (NH3) ;• Carbone organique total (COT) ;• Fluorure d'hydrogène (HF)(1) <p>(1) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) sera faite en continu pendant la première année. Elle sera remplacée par une mesure semestrielle si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée, et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable.</p> <p>L'exploitant mesure également en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none">• le débit ;• la température ;• la vapeur d'eau ;• la teneur en oxygène. |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis en date du 13 mars les mesures continues qui sont mises en œuvre sur les polluants CO, No2, Sox, Hcl, HF, COT, NH3. Les débits sont indiqués en valeur journalière qui ne permet pas de vérifier rapidement les données.</p> <p>Les mesures de poussières et paramètres (température, vapeur d'eau et oxygène) ne sont pas indiquées dans ce document.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a constaté en salle de contrôle que les poussières et les paramètres font l'objet d'une mesure continue, enregistrée et surveillée.</p> <p>Cette non conformité nécessite la justification de l'enregistrement de ces éléments dans un délai de 1 mois.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la mise à jour des mesures continues avec les valeurs mesurées pour la poussière, le débit horaire, la teneur en oxygène pour les mois de janvier et février 2025 dans un délai d'un mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Surveillance réglementaire des polluants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 11.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des polluants |
| Prescription contrôlée : <p>Au titre des mesures comparatives prescrites sur la cheminée, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation :</p> <ul style="list-style-type: none">• deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu(1) ;• une mesure trimestrielle du mercure et ses composés ;• une mesure trimestrielle du cadmium et de ses composés ;• une mesure trimestrielle du thallium et de ses composés ;• une mesure trimestrielle du total des autres métaux(2) (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te + Zn) ;• une mesure trimestrielle des dioxines et furanes ;• une mesure annuelle du benzo[a]pyrène. <p>(1) Au cours de la première année d'exploitation de l'unité de co-incinération, il n'y aura pas deux mesures par an, mais quatre : une par trimestre.</p> <p>Six mois au plus tard après la mise en service de l'unité de co-incinération, l'exploitant réalise une spéciation des COV (Composés Organiques Volatils) émis dans l'air par la cheminée. Les résultats de cette spéciation sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p> <p>(2) Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur de chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a envoyé le cahier des charges qui montre la programmation des mesures réglementaires par un laboratoire de contrôle, à savoir les poussières, CO, NO₂, SO_x, HCl, HF, COVT, NH₃, métaux lourds gazeux et particuliers, HAP, PCDD/F.</p> <p>La première mesure trimestrielle a été réalisée le 10 mars 2025.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la date de la deuxième mesure qui devrait être réalisée avant juin 2025</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre les résultats de la mesure réglementaire et la programmation des contrôles trimestriels à l'inspection dans un délai d'un mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Mesures en continu du mercure

| | | |
|--|--------------------|----------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD | | |
| Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. [...] | | |
| Paramètres | Fréquences | Normes ou équivalent |
| [...] | [...] | [...] |
| Hg | En continu (5) (6) | Normes EN génériques et EN 14884 |
| [...] | | |
| <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p> | | |
| Constats : L'exploitant réalise un prélèvement d'échantillonnage sur le combustible une à deux fois par semaine pour analyse. Le rapport du laboratoire de contrôle du 20 mars 2025 indique les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pour le prélèvement du 03 mars 2025, concentration inférieur à 0,1 mg/Kg par matière sèche ;• pour le prélèvement du 07 mars 2025, concentration inférieur à 0,14 mg/Kg par matière sèche. L'exploitant indique que la source d'approvisionnement du bois est connue et identifiée. De plus, il explique par courriel du 26 mars 2025 que l'étude d'impact du projet avait sollicité une fréquence de surveillance trimestrielle conformément aux exigences de l'arrêté du 20/09/2002, qui a été transcrit dans leur arrêté préfectoral du 21 octobre 2021. Néanmoins l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 prescrit une démonstration du respect de la valeur limite d'émissions durant 2 années consécutives en surveillance continue. Vu la situation de démarrage de l'exploitation et la nature des combustibles, il est proposé des actions correctives dans un délai de trois mois. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre la surveillance continue en mercure dans un délai de 3 mois. | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | |

N° 5 : Mesure des dioxines et furanes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

[...]

| Paramètres | Fréquences | Normes ou équivalent |
|----------------------|--|--|
| [...] | [...] | [...] |
| PCDD/PCDF | En semi-continu | Pas de Norme |
| PMDD/PBDF (7) | Une fois tous les six mois | Pas de Norme |
| PCB de type dioxines | Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9) | Normes EN génériques et EN 14884 norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 |

[...]

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Pour la surveillance des PCDD/PCDF, l'inspection a constaté l'absence de surveillance continue.

Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant justifie cette absence conformément à l'article 28, paragraphe b-2 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, qui stipule que les établissements de co-incinération, ne réalisent des mesures semi-continues que lorsqu'un dépassement réglementaire de PCDD/PCDF, est constaté sur une installation. L'arrêté préfectoral du 21 octobre 2021 reprend cette prescription.

Néanmoins, l'inspection indique que le texte réglementaire le plus contraignant s'applique et la surveillance en semi-continue doit être réalisée en PCDD/PCDF d'après l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

La surveillance des PBDD/PBDF ne s'applique pas pour l'établissement puisque les déchets bois ne contiennent pas de retardateurs de flamme bromés ou que les unités n'appliquent pas d'ajout du brome dans la chaudière (cf. §5.2.5.d de l'AM) avec injection de brome en continu.

Pour le PCB de type dioxines, la surveillance réglementaire est réalisée dans la prestation du bureau de contrôle. Les mesures d'une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme ne sont pas programmées.

Vu la situation de démarrage de l'exploitation et la nature des combustibles, il est proposé des actions correctives dans un délai de trois mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des mesures semi continues en PCDD/PCDF et PCB de type dioxines dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'air

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (1013 hectopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau suivant.

Toutefois, lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz de combustion, la valeur mesurée pour une substance polluante donnée n'est rapportée à la teneur en oxygène précisée dans ce tableau que si celle-ci, mesurée au cours de la même période que la substance polluante concernée, dépasse la teneur standard en oxygène.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites indiquées dans le tableau suivant :

| Origine des émissions | Polluants | Concentration en mg/Nm ³ sur gaz sec à 11 % d'O ₂ |
|--|-----------------------------|---|
| Unité de co-incinération de déchets non dangereux | Poussières | 5 |
| Cd + TI | 0,02 | 0,1 |
| Chlorure d'hydrogène (HCl) | 6 | 40,7 |
| Fluorure d'hydrogène (HF) | 1 | 6,8 |
| Dioxyde de soufre (SO ₂) | 30 | 203,7 |
| Oxydes d'azote NO _x | 80 | 543,2 |
| Monoxyde de carbone (CO) | 50 | 339,5 |
| Ammoniac (NH ₃) | 10 | 67,9 |
| Carbone organique total (COT) ¹ | 10 | 67,9 |
| Mercure Hg | 0,02 | 0,1 |
| Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V | 0,3 | 2 |
| Dioxines et furanes (PCDD/PCDF) ² | 4,00.10 ⁻⁸ I-TEQ | 2,72.10 ⁻⁷ |
| Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Se + Sn + Zn + Te | 5 | 33,9 |
| Benzo[a]pyrène | 0,01 | 0,07 |

Constats :

L'inspection s'interroge sur la présence d'une Valeur Limite d'Emission (VLE) de la somme totale des métaux de 5 mg/Nm³ dans l'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus. Étant donné la différence de VLE entre la somme total des métaux et la VLE des métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) à 0,3 mg/Nm, l'inspection demande à l'exploitant de justifier des rejets atmosphériques en SE, Sn,Zn, Te.

Par ailleurs les mesures continues indiquent quelques dépassements en concentration les 7, 15 et 26 février 2025 en CO, COT, Hcl. L'exploitant justifie ces éléments par des phases de démarrage des équipements, qui devront être considérés comme des OTNOC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier des rejets en SE, Sn,Zn,Te par le rapport de mesures du laboratoire de contrôle réalisé en mars 2025 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3;2;4

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance

Prescription contrôlée :

Les modalités de surveillance des émissions atmosphériques sont définies au titre 11 du présent arrêté. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.

La procédure QAL 2 est renouvelée tous les trois ans et dans les cas suivants :

- dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ;
- après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ;
- après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).

Pour les installations fonctionnant moins de cinq cents heures d'exploitation par an, la procédure QAL 2 peut être adaptée en effectuant uniquement cinq mesurages en parallèle entre la SRM (méthode de référence) et l'AMS (système de mesure automatique d'autosurveillance).

Les mesures obtenues en injectant les gaz de zéro et de sensibilité sur l'AMS sont prises en compte pour la détermination de la droite d'étalonnage.

La réalisation du test annuel de surveillance (AST) peut également être remplacée par une comparaison des mesures en continu issues des analyseurs et de celles issues des mesures comparatives visées à l'article 11.1.2 du présent arrêté.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure des teneurs en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure en oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Constats :

L'exploitant a transmis en date du 13 mars 2025 :

- les QAL 1 pour les appareils de mesures pour l'ACF 500. L'inspection a constaté lors de la visite pour les polluants gazeux, le nom de l'appareillage identique au rapport ;
- le QAL 2 en date d'intervention les 5, 17 et 19 décembre 2024 et transmis le 06 février 2025 est adressé à l'exploitant Norske Skog. Cet intitulé doit être modifié.

L'inspection a vérifié par sondage que les droites d'étalonnage du QAL 2 sont bien appliquées aux traitements informatiques des données en salle de contrôle des paramètres suivants :

- COT : $y = 0,99 X + 0,84$
- HCl : $y = 0,98 X - 0,04$
- NH3 : $y = 1,05 X - 2,01$

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la procédure de QAL 3 de ces appareils.

Étant donné la nouveauté de l'installation et l'ajustage des équipements, l'inspection considère que cette non conformité peut faire l'objet d'une action corrective dans un délai de 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les éléments suivants :

- la modification de l'exploitation sur le rapport de contrôle de QAL 2 en date d'intervention les 5, 17 et 19 décembre 2024 à transmettre sous un délai d'un mois ;
- la procédure de QAL 3 de ces appareils de mesures continues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois